

DROIT CONSTITUTIONNEL (1)

Séance 3 - Les régimes respectueux de la séparation des pouvoirs et les régimes méconnaissant cette séparation

I.	Les régimes respectueux de la séparation des pouvoirs	3
A)	Les caractéristiques du régime parlementaire	3
1)	En ce qui concerne les pouvoirs publics	4
2)	En ce qui concerne les relations entre les pouvoirs publics	5
3)	Les différentes modalités du régime parlementaire	6
II.	Le régime présidentiel	9
1)	Des pouvoirs séparés	9
a)	La configuration du pouvoir exécutif à une seule personne.	10
b)	La désignation du Président a lieu au suffrage universel : direct/indirect 11	
2)	L'autonomie des pouvoirs exécutifs et législatifs	12
a)	Chaque pouvoir possède ses propres compétences dans l'exercice desquelles l'autre n'intervient pas	12
b)	L'absence de procédures juridiques permettant à l'un des pouvoirs de mettre en cause l'investiture de l'autre : de renverser l'autre	13
3)	Les facultés d'empêcher	14
III.	Les régimes qui ignorent la séparation des pouvoirs	15
A)	Le présidentielisme ou régime semi-présidentiel et la dictature	16

B)	Le régime d'assemblée ou régime conventionnel	17
	17



À retenir : Traditionnellement, on distingue :

Les régimes qui ignorent la séparation des pouvoirs :

- En faveur de l'exécutif : régime autoritaire ou dictature
- En faveur du législatif : régime d'assemblée, dit aussi gouvernement conventionnel

Et, les régimes respectueux du principe de la séparation des pouvoirs : le régime parlementaire et le régime présidentiel.

I. Les régimes respectueux de la séparation des pouvoirs

A) Les caractéristiques du régime parlementaire

Question : Qu'est-ce que le régime parlementaire ?



Définition : Selon **Maurice Hauriou**, le régime parlementaire se définit comme une forme de gouvernement, sur le fondement de régime représentatif et de séparation souple des pouvoirs.

Cette forme est une participation continue, et établie entre l'exécutif et le Parlement. Elle s'organise par l'entremise de l'organe exécutif : le cabinet des ministres, qui partage avec le chef de l'État : la direction du gouvernement, mais ne peut gouverner qu'en s'assurant la confiance continue du Parlement, parce qu'il est politiquement responsable devant celui-ci.

Question : Où est né le régime parlementaire ?

En **1689**, le roi de l'époque a accepté un texte du Parlement qui interdit au monarque de suspendre l'exécution des lois ou de dispenser certains privilèges. C'est ainsi

qu'en Angleterre, cent ans avant la Révolution française une séparation des pouvoirs se trouve mise en place.

1) En ce qui concerne les pouvoirs publics

S'agissant de l'exécutif

L'exécutif est à deux têtes, c'est à dire bicéphale. Les compétences de l'exécutif sont partagées entre deux organes : **chef de l'État (a) et un gouvernement ou cabinet composé de ministres (b).**

(a) **Le chef de l'État symbolise et représente l'État, que celui-ci : soit monarque héréditaire ou président élu.** Sa stabilité tient d'une part, sur son **irresponsabilité politique** ; en ce sens, ne le concernent pas les conflits entre le Parlement et le Gouvernement, et d'autre part, sur **sa durée**. Il n'est pas nécessaire pour lui d'avoir une investiture parlementaire. Comme le dit Thiers **en 1829** : « *Le roi règne, mais ne gouverne pas* ».

(b) **Le gouvernement, un organe collégial et solidaire, prend des décisions qui engagent l'ensemble de ses membres. Il est dirigé par un chef, son nom diffère selon l'État** : Premier ministre, président du Conseil, chef du gouvernement, ou chancelier. Ainsi, l'instabilité se retrouve dans le gouvernement ou le cabinet. **Il se compose des ministres, nommés par le chef de l'État et responsables devant lui, mais responsables aussi et surtout devant le Parlement.**

S'agissant du Parlement :

Le Parlement est soit monocaméral soit bicaméral (divisé en deux chambres). Généralement, on trouve deux chambres.

Le bicamérisme peut être :

- égalitaires, les deux chambres ont une égalité de pouvoir : en Italie ou en Belgique
- inégalitaire, les deux chambres n'ont pas une même attribution des pouvoirs : en France sous la Vème République.

La mise en place du suffrage universel direct permet de justifier l'importance de l'une des Chambres, permettant ainsi à la seconde de servir de contrepoids.

2) En ce qui concerne les relations entre les pouvoirs publics

Le régime de séparation souple des pouvoirs trouve son essence dans le fait que chacun de ces deux organes collabore à la fonction de l'autre et dispose de dispositifs d'intervention sur l'organe opposé, ainsi le régime parlementaire se retrouve dans cette définition. Autrement dit, le régime parlementaire est un régime de séparation souple des pouvoirs.

Ce régime suppose **la fidélité et la coopération entre les deux pouvoirs**, lesquels n'impliquent pas d'être compartimentés et ni d'être véritablement isolés.

- **Il n'existe aucune consonance entre les organes** et les fonctions, à la différence du régime présidentiel. Le pouvoir législatif est ainsi partagé entre le gouvernement et le Parlement.



Exemple : **Sous la Vème République**, l'initiative des lois incombe simultanément aux parlementaires et au Premier ministre, ce dernier maîtrise la procédure législative et la loi est votée par le Parlement.

Le pouvoir exécutif peut se rapporter au pouvoir juridictionnel avec la désignation des magistrats ou par l'exercice d'une autorité hiérarchique sur le Parquet.

Le Parlement a la possibilité par les lois d'amnistie ou de lois de validation de s'étendre sur les attributions du pouvoir juridictionnel.

- Le Parlement et le gouvernement exercent l'un sur l'autre une action réciproque.

Dans la situation d'une instabilité ou de désaccord entre l'exécutif et le législatif, on trouve des procédés juridiques et politiques. En effet, le **mécanisme de la responsabilité politique** : réside dans l'obligation pour les membres du gouvernement de quitter leurs fonctions dès lors qu'ils n'ont plus confiance en l'autorité politique, celui-ci offre au Parlement (ou l'une des deux assemblées) de forcer à la démission le cabinet.



Exemple : En France, la responsabilité du gouvernement peut être engagée dans trois cas, sur initiative :

- du Premier ministre sur son programme ou sur une déclaration de politique générale (question de confiance : **art.49 al.1**) ;
- des députés par l'adoption d'une motion de censure (**art.49 al. 2**) ;
- du Premier ministre sur le vote d'un texte (**art.49 al.3**).

De même, le Chef de l'État ou le Cabinet peut dissoudre le Parlement (le plus souvent l'une des chambres du Parlement).



Exemple : L'**article 12** de la Constitution de la Vème République dispose que « Le Président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des présidents des assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale. »

3) Les différentes modalités du régime parlementaire

Question : Qu'est-ce que le régime parlementaire dualiste ?

Le régime parlementaire dualiste apparait concrètement **en 1782**, Lord North démissionne comme l'intégralité du gouvernement, conférant l'apparition du principal élément constitutif : la responsabilité politique du gouvernement devant le Parlement ; et, **en 1837**, se finalise lors de la venue de la reine Victoria.

En France, on le connaît sous l'appellation : régime parlementaire orléaniste en raison du développement sous Louis Philippe d'Orléans (1830-1848) ainsi qu'au commencement de la IIIe République.



Définition : Le régime parlementaire est dualiste lorsque

- Le chef de l'État joue un rôle dans la détermination de la politique
- Et, le gouvernement est responsable devant le Parlement et le chef de l'État.

La politique menée est alors le fruit d'un compromis entre le chef de l'État et le Parlement.



Exemple : Sous la monarchie de Juillet, en France, le Roi avait, selon la Charte de 1830, le droit de révoquer le gouvernement, tandis que la Chambre des députés avait peu à peu conquis ce droit.

Question : Qu'est-ce que le régime parlementaire moniste ?



Définition : Le régime parlementaire est moniste lorsque :

- Le gouvernement est seulement responsable devant le Parlement
- Le chef de l'État –le roi ou le président de la République – n'a aucun pouvoir politique c'est-à-dire qu'il ne possède qu'un rôle symbolique, comme l'exprime l'axiome anglais « *Le roi ne peut mal faire, puisqu'il ne peut rien faire* ».

La politique dépend alors de la majorité résidant dans uniquement une ou bien dans les deux assemblées.

Question : Qu'est-ce que le régime parlementaire rationalisé ?

On attribue cette expérience doctrinale à B. Mirkine-Guetzevitch, afin de dépeindre la Constitution allemande, de Weimar, de 1919. Dans cette situation il était nécessaire

de préserver le gouvernement, par une plusieurs techniques ou mécanismes, contre le manque probable de majorité le soutenant au Parlement et d'avertir par des moyens institutionnels les crises ministérielles.



Définition : Le régime parlementaire rationalisé permet à l'État de gouverner ou décider, lorsqu'il est dépourvu de majorité. C'est un régime parlementaire dans lequel le Parlement est quasiment tout-puissant.



Exemple : Michel Debré indiqué –dans son discours de présentation du projet de Constitution devant le Conseil d'État –la Constitution de la Vème République avait pour ambition de mettre en place un régime parlementaire rationalisé grâce à quatre séries de mesures :

- La délimitation du domaine de la loi
- L'établissement d'un régime strict des sessions
- La restructuration de la procédure législative et budgétaire dans le sens d'une maîtrise du gouvernement sur cette procédure
- La mise en place de mécanismes juridiques nécessaires à l'harmonie et à la l'équilibre des fonctions politiques.

Question : Qu'est-ce que le régime parlementaire majoritaire ?

Le gouvernement et l'Assemblée sont intrinsèquement liés entre eux.



Définition : Il s'agit d'examiner si le gouvernement dispose au Parlement d'une majorité solide, cohérente ou non.

Le gouvernement par l'agrément politique des parties et des scrutins **dispose d'une majorité importante et disciplinée au sein de l'Assemblée, dans cette situation il ne craint pas d'être renversé et pourra alors facilement faire adoptés ses projets de loi par le Parlement.**

L'association des pouvoirs évolue vers une sorte de mélange disparate des pouvoirs en faveur de l'exécutif gouvernemental.

II. Le régime présidentiel



Attention : Le terme « régime présidentiel » ne signifie pas que le président a tous les pouvoirs. Il implique une rivalité entre le Président et le Parlement dans un tel régime.



Définition : Le régime présidentiel se caractérise par une séparation rigide des pouvoirs.

Question : Comment se caractérise ce régime présidentiel ?

C'est Walter Bagehot, un Anglais, qui dans son ouvrage « *The English Constitution* » paru **en 1867**, évoquait les différences entre les gouvernements britannique et américain et son étonnement quant au rôle remarquable joué à cette époque par le président Lincoln. Ce régime naissant aux États-Unis et a continué de s'y développer. Mais, il a aussi été instauré en France avec la **Constitution de 1791 et celle 1848** et en Amérique latine.

Plus précisément, il se compose de **trois particularités** :

- **Aucun pouvoir ne trouve sa légitimité dans les autres**, on ne trouve aucune d'investiture d'un pouvoir par un autre
- **Chaque pouvoir est cloîtré dans des compétences** et un **champ d'action d'identifier**.
- **Chaque pouvoir ne saurait influencer sérieusement l'autre**

1) Des pouvoirs séparés

En ce qui concerne le pouvoir législatif :

Le pouvoir législatif comporte une (monocaméral) ou deux assemblées élues (bicaméral).

Aux États-Unis, le pouvoir législatif est bicaméral. Cela tient au **fédéralisme**.

Plus précisément, il est donné au Congrès, auquel on affecte deux chambres :

- Le **Sénat** représente les États fédérés, élu pour une durée six ans, renouvelée par tiers tous les deux ans, sur une base égalitaire c'est-à-dire deux sénateurs par État (quelle que soit la taille de l'État)
- La **Chambre des représentants** compose de 435 membres, représente la population tout entière, chaque État désigne un nombre différent de représentants selon son importance démographique.



Exemple : La Californie en désigne ainsi 52 tandis que le Vermont en désigne 1 seul.

L'assemblée se renouvelle dans son ensemble tous les deux ans. **Les pouvoirs des deux assemblées sont pratiquement égaux. Le Congrès est seul à l'initiative des lois.**



Exemple : En France, sous la **Constitution de 1848**, dans la logique de l'État unitaire, le pouvoir législatif était confié à une seule chambre.



À retenir : Est donné dans son ensemble à une ou deux assemblées : le pouvoir législatif

En ce qui concerne le pouvoir exécutif :

Le pouvoir exécutif présente deux caractéristiques :

a) La configuration du pouvoir exécutif à une seule personne.

Dans ce cas le pouvoir exécutif est représenté par une seule et même personne c'est-à-dire le pouvoir exécutif n'est pas monocéphale



Exemple : « Le pouvoir exécutif sera dévolu à un Président des États-Unis d'Amérique » (**Art. 2 de la section 1 de la Constitution de 1787**). Il représente la nation, comme le Parlement il est élu par le peuple.

Le président des États-Unis représente à la fois le chef d'État et le chef du gouvernement. Il possède de fait toutes les compétences majeures du pouvoir exécutif :

- Il se trouve à la tête de l'administration fédérale et possède un pouvoir général de nomination sur l'intégralité des emplois fédéraux
- Il représente le chef des armées et en temps de guerre il dispose des pouvoirs exceptionnels
- Il négocie les traités et dirige la politique extérieure
- Il fait exécuter les lois fédérales et a en sa possession un droit de grâce au niveau fédéral.

Toutefois, il dispose de collaborateurs directs qu'il désigne et révoque « *ad nutum* » :

- Le choix du Président concernant la nomination de ses collaborateurs ne repose pas sur des contraintes politiques d'une « *majorité parlementaire* », puisqu'ils ne relèvent pas du Congrès. Il a la possibilité de les nommer à l'intérieur de la population (société civile) : industrie, haute fonction publique, etc.
Ils sont désignés sous le nom de secrétaires aux États-Unis en raison de la dépendance dans laquelle ils figurent, au premier rang desquels figure le Secrétaire d'État, équivalent d'un ministre des affaires étrangères.
- Les collaborateurs directs du Président ne sont pas dissociés de lui et décident essentiellement par son intermédiaire.



Attention : L'utilisation du mot « gouvernement » n'est pas correcte concernant le modèle américain, au sens parlementaire du mot.

b) La désignation du Président a lieu au suffrage universel : direct/indirect

Autrement dit, elle n'appartient pas aux détenteurs du pouvoir législatif.

Aux États-Unis, la majorité des électeurs présidentiels désignés, dans les États, par les électeurs au suffrage universel élit le président au suffrage universel indirect.

Ainsi, il n'est pas investi par les membres du pouvoir législatif, hormis dans la situation où une majorité absolue ne se dégagerait pas au sein du collège électoral, le choix passe à la Chambre des représentants.

En ce qui concerne le pouvoir judiciaire :

Le pouvoir judiciaire est composé de juges dont la majorité est élue et il n'existe pas de corps national de magistrats professionnels.

La Cour suprême des États-Unis couronne l'édifice. Selon la Constitution, elle détient le pouvoir judiciaire. Elle est composée de neuf membres : *Justices*, nommés par le Président à vie, et présidée par un *Chief Justice* nommée aussi à ce titre par le Président des États-Unis, ce qui lui garantit son statut. Selon l'adage, « *ils ne démissionnent jamais et meurent rarement* ».

2) L'autonomie des pouvoirs exécutifs et législatifs

L'autonomie de chacun des deux pouvoirs – exécutif et législatif - au regard de l'autre se manifeste à **deux égards** :

- a) Chaque pouvoir possède ses propres compétences dans l'exercice desquelles l'autre n'intervient pas

Sauf de manière exceptionnellement, les pouvoirs peuvent intervenir dans l'exercice de l'autre par l'exercice de la « faculté d'empêcher »

- Le pouvoir législatif et le pouvoir financier appartiennent sans partage aux chambres

Le président des États-Unis ne peut en aucun cas proposer ni la loi ni le budget, de même il ne peut pas intervenir dans les travaux et discussions du Congrès concernant celles-ci.

- De la même façon, sans participation des Chambres, le travail de l'exécutif incombe au président : le maintien de l'ordre, l'administration, la politique étrangère, la défense nationale, relève uniquement de celui-ci.

b) L'absence de procédures juridiques permettant à l'un des pouvoirs de mettre en cause l'investiture de l'autre : de renverser l'autre

- **Le président n'a pas le pouvoir de dissoudre la ou les Chambres.**

Il n'a aucune influence sur la durée de leurs sessions. Les moyens habituels d'influence du gouvernement sur le Parlement, en régime parlementaire, lui sont refusés, par exemple il ne peut pas intervenir dans les discussions législatives.

- **L'absence agissement des Chambres contre l'exécutif.**

Le président, élu pour une durée déterminée, n'a pas besoin de leur confiance des chambres, et ne peut en aucun cas être renversé par elles.



Exemple : Le Président des États-Unis ne possède aucune responsabilité politiquement et il ne peut se voir responsable que pénalement par la procédure d'« *impeachment* » pour « trahison, concussion ou autres crimes et délits ».

En vertu de **cette procédure, sur mise en accusation de la chambre des représentants, le Sénat peut destituer le président.**

Cette procédure a été engagée contre trois présidents :

- Andrew Johnson (**1868**) ;
- Richard Nixon (**1973/1974**), qui démissionnera avant d'être destitué (il enregistrait toutes les conversations à l'insu de ses interlocuteurs) ;
- Bill Clinton (**1998/1999**), qui réchappera à quatre articles d'*impeachment* en janvier 1999 (il a nié avoir eu des relations sexuelles extraconjugales).

Quant aux secrétaires, ils sont responsables politiquement devant le président, mais pas devant les chambres.

3) Les facultés d'empêcher



À retenir : Le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif ne peuvent pas librement intervenir l'un dans le domaine de l'autre. Toutefois, ils ont la possibilité d'entraver les décisions l'un de l'autre : chacun peut d'empêcher l'autre c'est-à-dire le neutraliser, principalement par refus de la proposition du pouvoir opposé.

Il possible d'avoir des barrages, alors même que la dissolution ou le renversement d'un gouvernement ne peuvent démêler les conflits. C'est la raison pour laquelle on dit que « *le régime présidentiel est un mariage sans divorce possible* », à l'intérieur duquel les pouvoirs se trouvent forcés à accepter les autres.

La Constitution américaine comprend des « **facultés d'empêcher** » que les Américains qualifient de « *checks and balances* » c'est-à-dire « freins et contrepoids » autrement dit « dispositifs et équilibres ».

Question : Quels sont les moyens d'action du Congrès sur le Président ?

En premier lieu, le Président doit obtenir l'aval du Sénat, pour réaliser des nominations de divers emplois : ambassadeurs, juges de la Cour suprême hauts fonctionnaires tel que le directeur de la CIA ou ministres.

En deuxième lieu, certains actes du Président – comme la décision d'engager une guerre ou la décision de ratifier un traité – **doivent être approuvés par le Sénat à une majorité des deux tiers.**



Exemple : Le Sénat a refusé d'autoriser la ratification du Traité de Versailles en 1919. En octobre 1999, le Sénat a refusé d'autoriser la ratification du traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires.

Enfin, le Congrès peut paralyser la politique du Président en refusant de voter le budget.



Exemple : Le Congrès avait refusé de voter le budget afin de contraindre le président à mettre un terme à la guerre du Vietnam.

Question : Quels sont les moyens d'action du Président sur le Congrès ?

Le président n'a pas l'initiative des lois, mais il peut utiliser : le veto, dont il doit disposer avec parcimonie.

Tout texte voté par les deux Chambres doit être **signé par le président**.

Celui-ci dispose de trois options :

- Signer le texte, qui deviendra loi ;
- Refuser de signer le texte : mettre un veto ;
- Ne pas agir, ce qui s'apparente à un veto (pocket veto) lorsque le Congrès est sur le point de s'ajourner, partir en vacances.

En effet, le président a un délai de dix jours pour se prononcer : si la session du Capitole se termine dans cet intervalle, il est considéré alors que le président ne dispose pas d'assez de temps pour réfléchir à sa décision. Par voie de conséquence, le texte ne peut être considéré comme valablement soumis pour signature – le Congrès doit alors reprendre de zéro la procédure législative.



Attention : Toutefois, le veto n'a rien d'absolu : une majorité qualifiée des deux tiers dans chacune des Chambres peut le surmonter.

III. Les régimes qui ignorent la séparation des pouvoirs

Dans ce cas, on ne trouve pas d'équilibre entre les pouvoirs, mais on constate une hiérarchie entre eux, soit au bénéfice du pouvoir exécutif ou alors à l'inverse confié au pouvoir législatif. De sorte qu'il existe **une séparation des pouvoirs formelle**.

A) Le présidentielisme ou régime semi-présidentiel et la dictature

Le régime semi-présidentiel est une notion **inventée par Maurice Duverger** pour désigner le régime politique de la Vème République qui **emprunte des caractéristiques à la fois au régime parlementaire et au régime présidentiel**.



Définition : Michel Verpeaux, préfère la notion de présidentielisme. Ce dernier est un terme inventé pour les régimes africains, dans lesquels le Président est muni de pouvoirs essentiels, il focalise les pouvoirs entre les mains du chef de l'État, en tenant compte de son élection au suffrage universel direct et de la présence d'une majorité parlementaire à sa dévotion.

Hors cohabitation –laquelle se définit lorsqu'on constate un cas d'identité entre majorités présidentielles et majorités parlementaires – **le régime de la Vème République est une forme de présidentielisme**. En effet, dans le cas où les deux majorités concordent, il n'existe plus réellement de contrepois, hormis lorsque le Sénat n'est pas majoritairement favorable au président.

A contrario, **en période de cohabitation** –à savoir en cas de discordance entre les majorités parlementaire et présidentielle) **le régime de la Vème République est parlementaire**. En effet, le Premier ministre doit correspondre à la couleur politique majoritaire à l'Assemblée, si celle-ci diffère de la couleur du Président, alors l'exécutif aura à sa tête deux individus, dont les points vus politiques divergents.

Le présidentielisme ne glisse pas vers la dictature :

- **S'il existe des contre-pouvoirs** au même degré que les pouvoirs décentralisés et le pouvoir juridictionnel qui protègent les droits et libertés fondamentaux ;
- **Et si le peuple peut refuser de réélire le président.**

Autrement, le présidentielisme mut en dictature : la forme exacerbée de la hiérarchisation des pouvoirs au bénéfice de l'exécutif.



Exemple : Les régimes napoléoniens : lors des deux empires, l'exécutif était personnalisé, de ce fait, les assemblées ne perduraient que pour la forme.

Le dernier degré est la dictature totalitaire. Dans ce régime, l'ensemble de la société (y compris les activités privées) est régi par le pouvoir absolu : d'un homme, d'un groupe, d'un parti.

B) Le régime d'assemblée ou régime conventionnel



À retenir : Dans le régime d'assemblée, la concentration ou la hiérarchisation des pouvoirs se fait au bénéfice du pouvoir législatif.

Ce régime est aussi dénommé régime conventionnel en raison de sa naissance, sous la Convention en France (1792-1795).



Définition : Les ou généralement la Chambre, élue au suffrage universel, nomme et contrôle un ministère ou un gouvernement, qui se trouve une sorte « de préposé », et qu'elles peuvent révoquer.

L'essence du pouvoir politique réside dans l'assemblée et elle ne peut être dissoute puisque le Parlement apparaît comme le souverain par délégation du peuple.

Le gouvernement exécute la loi créée par l'assemblée. Sont appelés parfois régimes d'assemblées des régimes parlementaires qui ont mal tourné.

Toutefois, sur ce point, la doctrine diffère :

- Des auteurs considèrent que les régimes dans lesquels le Parlement pratique une très grande influence, en raison notamment de la disparition du droit de dissolution, apparaissent clairement comme des régimes d'assemblée.

La caractéristique de l'harmonie qui réside dans le régime parlementaire n'existe pas. À l'inverse, on trouve une étroite dépendance de l'exécutif par rapport à l'Assemblée par une utilisation démesurée de la mise en jeu de la responsabilité du gouvernement. Ainsi, ces derniers ne choisissent plus réellement.

Ce qui serait la situation de la IIIe République, après **1879** avec la « *Constitution Grévy* », et de la IVe République.

- D'autres auteurs estiment que de tels régimes conservent des caractéristiques du régime parlementaire : le bicéphalisme, la présence d'un gouvernement qui remplit un rôle politique majeur.



Exemple : La Suisse est occasionnellement présentée comme un régime d'assemblée.

Le pouvoir législatif est exercé par l'Assemblée fédérale, composée de deux chambres :

- Le Conseil national : représente la population avec élection à la représentation proportionnelle des députés
- Et le Conseil des États incarne les cantons.

Ces deux chambres nomment le Conseil fédéral, lequel fonde l'exécutif. Ce dernier, en principe, réalise **la politique souhaitée par l'Assemblée fédérale.**

Aucune dissolution ni d'engagement n'apparaît pour assurer la stabilité entre les organes.

Toutefois, le Conseil fédéral est l'organe prépondérant par la stabilité et la permanence de ses membres. Il incarne la continuité de l'action politique.